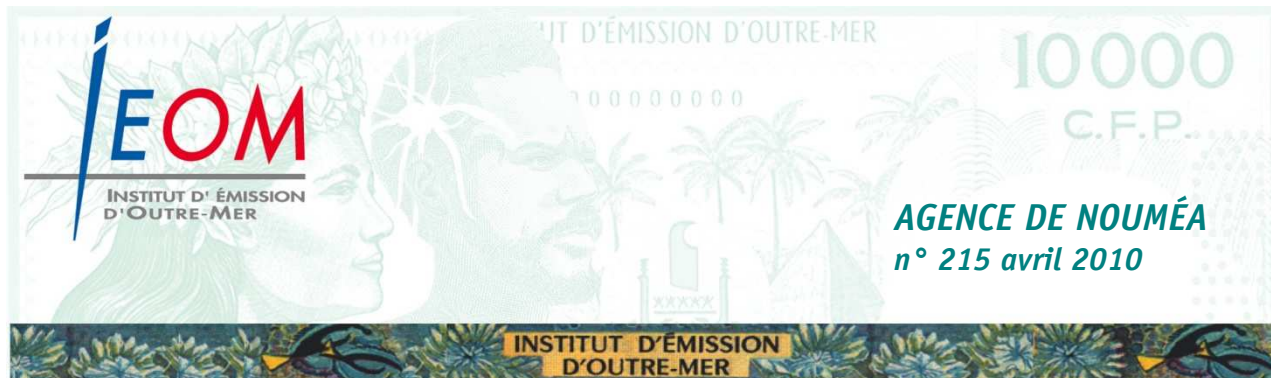




1 - Actualité nationale et internationale

Autorité de contrôle prudentiel

La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, Christine Lagarde, a installé le 9 mars 2010 la nouvelle Autorité de contrôle prudentiel (ACP). Cette autorité issue de la fusion des quatre instances existantes de contrôle et d'agrément des banques et des assurances (la Commission bancaire, l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (Acam), le comité des entreprises d'Assurances (CEA) et le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI)), sera présidée par le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer. Le secrétariat général est assuré par Danièle Nouy.

La ministre a souligné la volonté de créer une super autorité pour renforcer l'efficacité de notre système de contrôle au profit de l'intérêt général et lui a confié une mission s'articulant autour de quatre objectifs : réussir la fusion au service de l'intérêt général, réussir la sortie de crise, réussir la réforme du système financier international et protéger les consommateurs.

Les décrets d'application de l'ordonnance portant création de l'ACP ainsi que les arrêtés de nomination de ses membres ont été publiés au Journal Officiel des 4, 7 et 9 mars 2010.

Les informations relatives à l'ACP sont disponibles à l'adresse suivante :

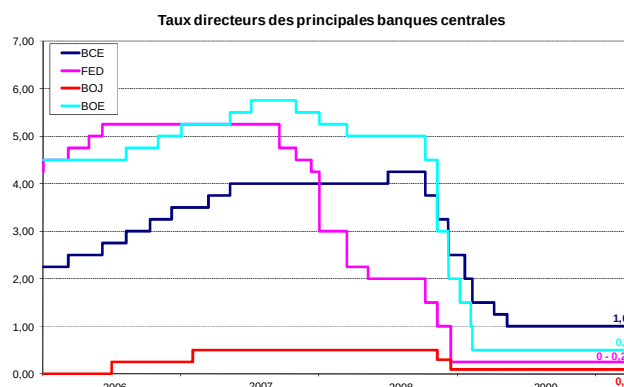
<http://www.banque-france.fr/acp/index.htm>

Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 8 avril 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe qu'en 2010 l'économie de la zone euro devrait croître à un rythme modéré dans un environnement d'incertitudes et que l'évolution des prix devrait rester modérée.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a maintenu le 16 mars 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Selon la dernière estimation du département du Commerce, le PIB des Etats-Unis a crû de 5,6 % au quatrième trimestre 2009 en rythme annuel au lieu de 5,9 %. En février 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,3 % par rapport à janvier. Les prix à la consommation mesurés en février ont progressé de 1,3 % sur un an. La production industrielle a augmenté de 0,1 % par rapport à janvier. Les Etats-Unis d'Amérique ont créé 162 000 emplois en mars. Le taux de chômage reste stable à 9,7 %.



PIB

Stabilité du PIB de la zone euro

Au cours du quatrième trimestre 2009, le PIB de la zone euro est resté stable et celui de l'UE 27 a progressé de 0,1 %. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2008, ils enregistrent des baisses respectives de 2,2 % et 2,3 %.

Chômage

Légère augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France et du taux de chômage dans la zone euro

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi de catégorie A s'est établi à 2 667 900, à fin février 2010, soit une hausse de 0,1 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 3 300 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 12,8 % (+15,6 % pour les hommes et +9,7 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 22,2 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en février 2010 contre 9,9 % en janvier. Il était de 8,8 % en février 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en février 2010. Il était de 8,3 % en février 2009.

Inflation

Forte hausse de l'inflation en France et dans la zone euro

En février 2010, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,6 % sur un mois ; sur un an, il croît de 1,2 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,9 %.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,5 % en mars 2010. En février, il était de 0,9 %.

Informations bancaires

Frais bancaires

Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, a confié une mission d'évaluation et de propositions sur les tarifs bancaires à Georges Pauget, ancien Directeur général du Crédit Agricole SA, et à Emmanuel Constans, président du Comité consultatif du secteur financier (CCSF). Le rapport devra être remis d'ici à la fin du mois de juin 2010.

Microcrédit

Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, a annoncé de nouvelles mesures pour favoriser le développement du microcrédit qui s'inscriront dans le cadre du projet de loi de réforme du crédit à la consommation en discussion à l'Assemblée nationale. Le rapport sur le microcrédit personnel et professionnel commandé à l'Inspection générale des finances fin 2009 vient d'être publié. Il est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/actus/10/100314microcredit.html>

Publications

CECEI

Le rapport 2009 du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) est disponible à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/fr/supervi/agrement/rapport/rapport_2009.htm

Publications de l'IEOM

1 - Conjoncture 2009

Les notes expresses n° 16, 17 et 18 réalisées par les agences de la Nouvelle-Calédonie, de Wallis-et-Futuna et de la Polynésie française présentent une synthèse de la conjoncture en 2009 dans chaque géographie.

2 - La note de l'Institut intitulée « Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer » propose un nouvel indice d'appréhension du climat des affaires en outre-mer.

Ces travaux sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet (www.ieom.fr), rubrique « Publications ».

2 – Actualité régionale

Japon

La BoJ maintient le statu quo
monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 17 mars 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En février 2010, la production industrielle du Japon a reculé de 0,9 % par rapport à janvier. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,2 % sur un an en février pour le douzième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,5 % en glissement annuel. Le taux de chômage reste stable à 4,9 %. En février 2010, les exportations japonaises ont crû de 45,3 % par rapport à février 2009, les importations de 29,5 % et l'excédent commercial a atteint 5,3 milliards d'euros.

Chine

Forte augmentation des
exportations chinoises

En janvier et février 2010, la production industrielle chinoise a augmenté de 20,7 % en glissement annuel. En février 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 2,7 % sur un an contre 1,5 % en janvier. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 47,5 % et de 44,7 % au mois de février 2010 en glissement annuel. L'excédent commercial s'est élevé à 7,6 milliards de dollars.

Australie

La Banque centrale
australienne relève son taux
directeur

Le 6 avril, la banque centrale australienne (RBA) a décidé de relever de 25 points de base son taux directeur, pour le fixer à 4,25 %. Il s'agit de sa cinquième hausse depuis octobre 2009. Cette hausse vise à réduire les risques d'inflation. En effet, depuis le début de l'année, elle a dépassé les 2 %. Dans le même temps, le taux de chômage reste modéré et s'établit à 5,3 % en mars 2010. L'Australie profite pleinement du plan de relance chinois (450 milliards d'euros) même si le taux de change évolue défavorablement. Elle estime que, dans ces conditions, la croissance de la production sur l'année à venir est susceptible de dépasser celle de 2009, même si l'effet des mesures de relance est appelé à s'atténuer.

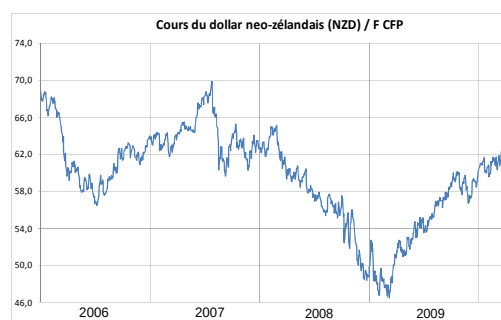
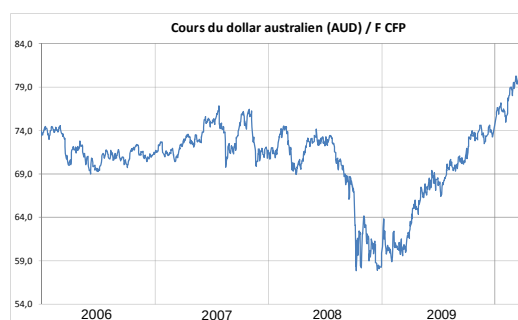
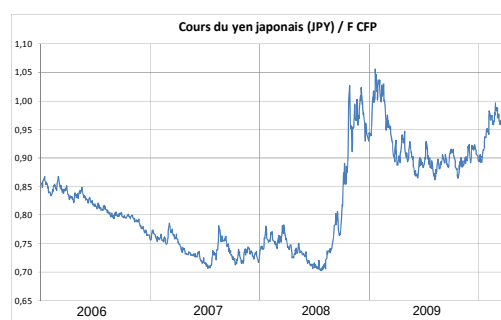
Nouvelle-Zélande

L'activité néo-zélandaise
progresses au dernier trimestre
2009

La banque centrale néo-zélandaise a maintenu, le 11 mars, son taux directeur à 2,50 % et prévoit de resserrer sa politique monétaire au milieu de l'année 2010. Au quatrième trimestre 2009, le PIB néo-zélandais progresse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, ce qui représente son troisième trimestre consécutif de hausse. Le PIB recule cependant de 1,6 % sur un an. Cette évolution trimestrielle est principalement due au secteur de l'industrie en augmentation de 3 %, porté par les bons résultats de l'industrie manufacturière (+4,5 %). Le secteur des services affiche également une hausse de 0,4 % de son activité, en raison notamment du commerce de gros (+2,7 %). Au dernier trimestre 2009, la consommation des ménages croît de 0,9 % par rapport au trimestre précédent, alors que, sur cette même période, l'investissement privé et public diminue de 0,9 %.

Parité des monnaies

Légère baisse du yen et reprise
de la tendance haussière du
yuan



Hausse des dollars australien et
néo-zélandais

3 – Brèves économiques locales

.....

Visite officielle d'une délégation de la Nouvelle- Calédonie en Australie

Suite à l'invitation du ministre australien des Affaires étrangères, une délégation calédonienne, conduite par le Haut-commissaire et le Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, a effectué une visite officielle à Canberra, en Australie, les 9 et 10 mars, pour y rencontrer les autorités australiennes, dont le Premier Ministre Kevin Rudd. A cette occasion, le Président du Gouvernement a formulé son souhait de voir évoluer la Nouvelle-Calédonie au sein du Forum des Îles du Pacifique, du statut de « membre associé » à celui de « membre à part entière ». Cette visite a également donné lieu à la signature d'une déclaration d'intention en matière de sécurité civile et de gestion durable de la Mer de Corail. Afin d'entretenir une relation suivie entre les deux territoires, une rencontre bilatérale devrait être organisée annuellement, la première étant prévue à Nouméa en octobre 2010.

Forum de l'Union Européenne et des Pays et territoires d'outre- mer

Le forum entre l'Union européenne et les Pays et territoires d'outre-mer (PTOM), dont fait partie la Nouvelle-Calédonie, s'est tenu à Bruxelles, les 25 et 26 mars. Les discussions ont porté principalement sur l'avenir des relations entre les PTOM et l'Union Européenne, le partenariat actuel prenant fin en 2013. En tant que président de l'association des PTOM pour une durée d'un an, le Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Philippe Gomès, souhaiterait donner, dès 2011, une position commune des PTOM sur leur prochaine coopération avec l'Europe. La Nouvelle-Calédonie accueillera le prochain forum en 2011.

3^{ème} anniversaire de la Commission du surendettement en Nouvelle-Calédonie

La Commission du surendettement de la Nouvelle-Calédonie a fêté, le 1^{er} avril 2010, ses trois ans d'existence. Depuis le début de l'activité de traitement du surendettement en Nouvelle-Calédonie, 208 dossiers ont été déposés auprès de l'Institut d'Émission d'Outre-Mer, qui assure le secrétariat de la Commission. Parmi eux, 170 dossiers ont été déclarés éligibles au dispositif, c'est-à-dire présentant une impossibilité manifeste du débiteur de faire face à l'ensemble de ses dettes non professionnelles. Sur ce total, 120 dossiers ont abouti favorablement, soit un taux de succès de plus de 70 %.

Début des travaux de la station d'épuration du centre-ville de Nouméa

Les premiers travaux relatifs à la station d'épuration du centre-ville de Nouméa ont débuté en février (préparation du terrain avant la construction et aménagement des voiries avoisinantes). La construction de la station d'épuration, proprement dite, commencera en juillet. Elle est financée par la Calédonienne des eaux (filiale de la Lyonnaise des eaux) dans le cadre du contrat de délégation de service public de l'assainissement de la ville de Nouméa. La mise en service de cette station d'une capacité de 20 000 équivalents habitants, extensible à 30 000 équivalents habitants, est prévue fin 2012.

Fin de la crise dans le secteur du nickel

Le cours du nickel poursuit son embellie depuis le début de l'année 2010 : il s'établit en moyenne à plus de 10 \$/lb en mars 2010, en augmentation de plus de 30 % par rapport à décembre 2009. Ce niveau est relativement haut par rapport aux moyennes historiques et permet donc d'envisager de bons résultats pour cette année. Les stocks de nickel au LME restent cependant élevés, à 157 512 tonnes au 31 mars 2010.

Constatant la fin de la crise dans le secteur du nickel, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a décidé, le 30 mars, de mettre fin à l'activité de soutien conjoncturel du fonds Nickel.

Hausse du prix de l'essence

Le prix de l'essence a augmenté au 1^{er} avril 2010, pour s'élever à 133,3 F CFP le litre (+1,9 F CFP). Depuis le 1^{er} janvier 2010, les prix des carburants ont progressé de près de 7 %, en lien avec la hausse des cours mondiaux du pétrole.

Avancement des travaux pour les Jeux du Pacifique 2011

Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a annoncé le 1 avril, lors d'une conférence de presse, que les travaux de construction et de rénovation des infrastructures sportives pour les Jeux du Pacifique 2011 avançaient conformément au calendrier. Le financement global est évalué à 7,5 milliards de F CFP, dont près de 5 milliards sont supportés par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. La construction de la salle omnisports à la Vallée du Tir, en particulier, devrait être achevée en septembre 2010.

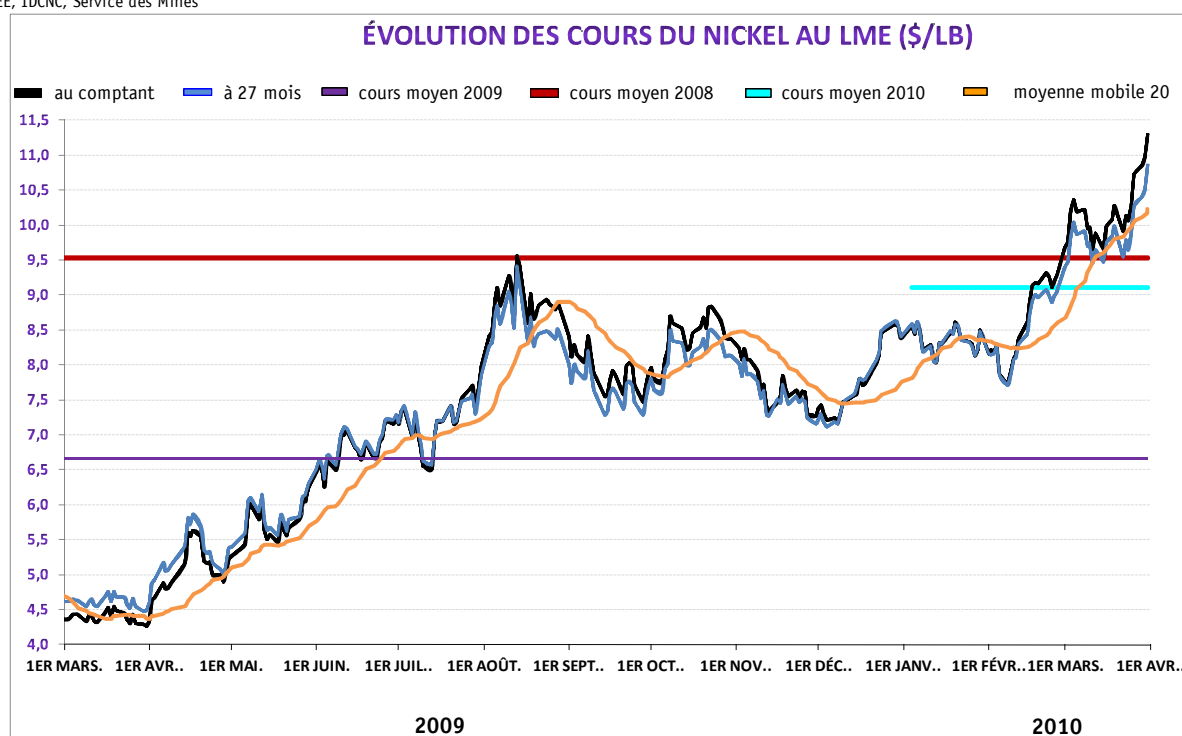
Abandon du projet de thalassothérapie à la pointe Magnin

Promosud a décidé, lors de son conseil d'administration du 24 mars, d'abandonner le projet de thalassothérapie prévu à la pointe Magnin, d'un coût de 4 milliards de F CFP. Cette décision est motivée notamment par la dernière étude de marché qui prévoit que la clientèle touristique serait insuffisante pour garantir la rentabilité du projet.

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mars-10	133,6	-0,1%	2,2%
Nombre de demandeurs d'emploi		févr.-10	8 022	15,2%	10,8%
Commerce extérieur - Millions de F CFP					
Exportations	mensuelles	févr.-10	6 097	-22,9%	34,2%
	cumulées	févr.-10	14 008	-	25,6%
Importations	mensuelles	févr.-10	19 595	30,5%	12,6%
	cumulées	févr.-10	34 606	-	-5,8%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-10	10,18	18,4%	131,7%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-10	895,49	19,3%	122,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	févr.-10	192	-22,8%	58,5%
	cumulées	févr.-10	440	-	39,7%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	févr.-10	3 775	-35,8%	0,6%
	cumulées	févr.-10	9 652	-	0,8%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	févr.-10	6 265	-5,5%	-12,4%
	cumulés	févr.-10	12 896	-	-15,3%
• Nuitées	mensuels	janv.-10	43 436	-4,9%	-3,6%
	cumulés	janv.-10	43 436	-	-3,6%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		janv.-10	52,60%	- 5,4 pts	- 3,8 pts
• Croisiéristes	cumulés	févr.-10	18 336	-	-41,4%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mars-10	15 114	3,1%	28,7%
	cumulées	mars-10	37 809	-	14,2%
• Index BT 21 (p)		févr.-10	128,86	0,2%	-4,1%
• IRL (p)		févr.-10	108,03	-0,2%	-0,6%
CREVETTES					
• Exportation de crevettes (en tonnes)	mensuelles	févr.-10	61	ns	29,8%
	cumulées	févr.-10	69	-	-41,0%
• Exportation de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	févr.-10	87	ns	ns
	cumulées	févr.-10	99	-	-13,4%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	févr.-10	585	16,1%	9,3%
	cumulées	févr.-10	1 089	-	-0,5%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

Poursuite de la croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-08	févr.-09	févr.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	11 745	12 645	13 252	7,7%	4,8%
Dépôts à vue	165 977	178 141	204 091	7,3%	14,6%
Total M1	177 722	190 786	217 343	7,4%	13,9%
M2-M1	69 806	80 209	90 827	14,9%	13,2%
Total M3	378 720	423 821	469 569	11,9%	10,8%

Concours de caractère bancaire....

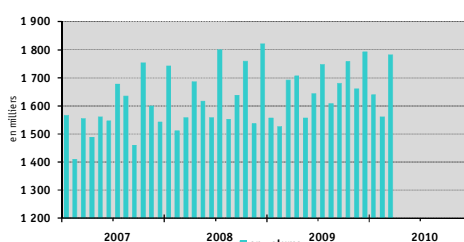
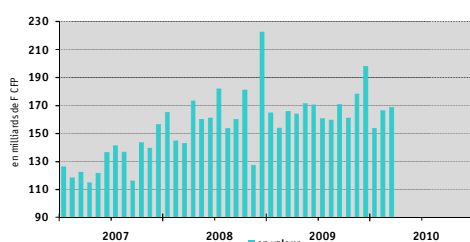
Le rythme de croissance des encours ralentit

en millions de F CFP	déc.-07	déc.-08	déc.-09	var 08/07	var 09/08
Entreprises	280 900	346 659	382 006	23,4%	10,2%
Ménages	273 374	305 711	328 201	11,8%	7,4%
Collectivités locales	39 498	39 196	36 059	-0,8%	-8,0%
Autres agents de CCB non ventilés	10 392	10 014	9 731	-3,6%	-2,8%
Total encours sain	604 164	701 580	755 998	16,1%	7,8%
Créances douteuses brutes	14 791	14 205	15 435	-4,0%	8,7%
Total encours brut	618 955	715 785	771 433	15,6%	7,8%

Compensation

Légère accélération de la croissance des échanges sur un an

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	mars-10	1 782 205	14,1%	5,3%
	cumulée	mars-10	4 983 572	-	4,3%
Compensation (en milliards de F CFP)	mensuelle	mars-10	169,0	1,4%	1,7%
	cumulée	mars-10	489,3	-	0,9%



Incidents de paiements

Baisse sensible des incidents de paiement sur chèque et des retraits de carte bancaire sur un an

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	mars-10	1 930	8,9%	-9,5%
	cumulés	mars-10	5 791	-	-9,5%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	mars-10	150	-4,7%	-11,6%
	cumulés	mars-10	450	-	-11,6%

* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

Interdits bancaires

Poursuite de la croissance des interdits bancaires sur un an

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	mars-10	6 340	2,4%	3,7%
	dont personnes physiques	mars-10	5 676	2,5%	3,7%
	dont personnes morales	mars-10	664	1,5%	3,8%

Cotation

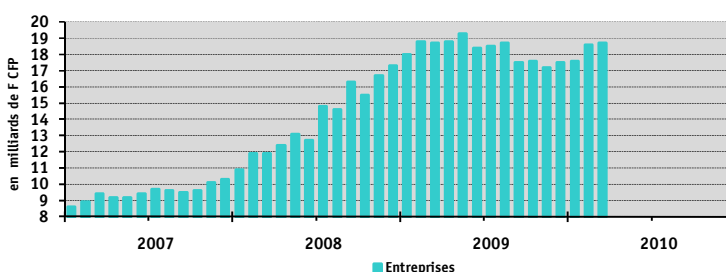
Baisse du nombre d'entreprises éligibles

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides		mars-10	7 416	-3,3%	-5,0%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	mars-10	3 037	-7,4%	-6,5%

Refinancement des entreprises

Stabilisation du réescompte après la forte hausse du mois de février

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	mars-10	18,7	0,6%	-0,2%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	Var
Indice des prix à la consommation	févr	132,3	133,8	2,2
<i>Entreprises</i>				
nb d'entreprises (a)	mars	46 569	50 538	8,5%
dont nb d'entreprises individuelles (a)	mars	40 580	44 467	9,6%
créations d'entreprises	déc	4 237	4 675	10,3%
cessations d'entreprises (p)	déc	2 068	2 168	4,8%
liquidations judiciaires (nb)	déc	95	115	21,1%
redressements judiciaires (nb)	déc	96	90	-6,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	640	664	3,8%
ventes de ciment local (tonnes)	mars	33 042	37 728	14,2%
importation ciment (tonnes)	mars	79	81	2,7%
total ciment (tonnes)	mars	33 122	37 809	14,2%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	35 701	27 506	-23,0%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	mars	2 846	2 106	-26,0%
immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	févr	594	567	-4,5%
<i>Ménages</i>				
emploi salarié (nb)	dec	80 225	82 230	2,5%
dont secteur privé	dec	57 126	58 692	2,7%
dont secteur public	dec	23 099	23 539	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	févr	7 242	8 022	10,8%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr	7 019	7 492	6,7%
chômeurs indemnisés	févr	1 660	1 871	12,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr	742,4	781,1	5,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mars	5 476	5 676	3,7%
décision retrait cartes bancaires	mars	509	450	-11,6%
incidents paiements sur chèques	mars	6 402	5 791	-9,5%
immatriculation de véhicules de tourisme neufs (nb)	févr	1 095	1 089	-0,5%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	mars	4 004	2 683	-33,0%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 748	26 893	0,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	15 099	14 673	-2,8%
<i>Echanges</i>				
nombre de touristes	févr	15 229	12 896	-15,3%
nombre de croisiéristes	févr	31 289	18 336	-41,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	janv	56,4%	55,3%	-1,1pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mars	4,75	8,72	83,7%
cours du nickel au LME en \$/lb	mars	4,40	10,18	131,7%
exportation de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	févr	315	440	39,7%
exportation de minerai de nickel (M FCFP)	févr	893	2 087	133,7%
exportation métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	févr	9 572	9 652	0,8%
exportation métallurgique de nickel (M FCFP)	févr	9 312	11 332	21,7%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	févr	117	69	-41,0%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	févr	114	99	-13,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	févr	10 319	13 518	31,0%
part de ces produits dans le total des exportations	févr	93%	97%	4,00pt
total des importations (M FCFP)	févr	36 752	34 606	-5,8%
total des exportations (M FCFP)	févr	11 156	14 008	25,6%
taux de couverture	févr	30,35%	40,48%	10,1pts
recettes douanières (M FCFP)	janv	3 519	3 168	-10,0%
<i>indicateurs financiers (M de FCFP)</i>				
Dépôts à vue	févr	178 141	204 091	14,6%
M1	févr	190 786	217 343	13,9%
M2	févr	270 995	308 170	13,7%
Dépôts à termes	févr	152 273	161 228	5,9%
M3	févr	423 821	469 569	10,8%
P1	févr	4 310	4 192	-2,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,85%	4,74%	-1,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	5,40%	4,41%	-0,99 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	5,83%	4,86%	-0,97 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	18,50%	17,17%	-1,33 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	dec	715 785	771 433	7,8%
Ménages	dec	305 711	328 201	7,4%
dont crédits à la consommation	dec	63 391	65 707	3,7%
dont crédits à l'habitat	dec	241 031	260 763	8,2%
Entreprises	dec	346 659	382 006	10,2%
dont crédits d'exploitation	dec	78 738	76 575	-2,7%
dont crédits d'investissement	dec	194 599	206 208	6,0%
dont crédits à la construction	dec	66 089	91 741	38,8%
Collectivités locales	dec	39 196	36 059	-8,0%
dont d'investissement	dec	33 226	32 117	-3,3%
Autres agents de CCB non ventilés	dec	10 014	9 731	-2,8%
créances douteuses brutes	dec	14 205	15 435	8,7%
taux de créances douteuses brutes	dec	2,0%	2,0%	0, pt
ensemble des actifs financiers	dec	510 204	563 299	10,4%
Ménages	dec	291 709	305 838	4,8%
Sociétés	dec	157 891	187 129	18,5%
Autres agents	dec	60 604	70 333	16,1%
dont assurances-vie	dec	72 438	82 492	13,9%

(p) : provisoire (a) : actualisé

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,85% à 6,30% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/03/2010	26/02/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,4010%	0,3190%	+ 0,082 pt	0,4100%	- 0,009 pt
EURIBOR 1 mois	0,3970%	0,4160%	- 0,019 pt	0,4530%	- 0,056 pt
EURIBOR 3 mois	0,6340%	0,6560%	- 0,022 pt	0,7000%	- 0,066 pt
EURIBOR 6 mois	0,9440%	0,9580%	- 0,014 pt	0,9940%	- 0,050 pt
EURIBOR 12 mois	1,2120%	1,2150%	- 0,003 pt	1,2480%	- 0,036 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,23%	31/03/2009

taux d'intérêt légal

	taux	JORF
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/03/2010	26/02/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,3434%	0,3346%	+ 0,009 pt	0,3476%	- 0,004 pt
EURIBOR 1 mois	0,4060%	0,4210%	- 0,015 pt	0,4790%	- 0,073 pt
EURIBOR 3 mois	0,6450%	0,6610%	- 0,016 pt	0,7120%	- 0,067 pt
EURIBOR 6 mois	0,9530%	0,9640%	- 0,011 pt	0,9950%	- 0,042 pt
EURIBOR 12 mois	1,2150%	1,2250%	- 0,010 pt	1,2420%	- 0,027 pt
TMO	3,6700%	3,7300%	- 0,060 pt	3,7400%	- 0,070 pt
TME	3,4700%	3,5300%	- 0,060 pt	3,5400%	- 0,070 pt
TRBOSP	3,6800%	3,6200%	+ 0,060 pt	3,7600%	- 0,080 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

évolution des taux d'intérêt en fin de mois

devise	USD			JPY			GBP		
date	31/03/2010	26/02/2010	31/12/2009	31/03/2010	26/02/2010	31/12/2009	31/03/2010	26/02/2010	31/12/2009
taux JJ	0,230%	0,180%	0,145%	0,160%	0,090%	0,430%	0,525%	0,485%	0,465%
3 mois	0,340%	0,220%	0,375%	0,280%	0,150%	0,305%	0,710%	0,730%	2,850%
10 ans emprunts phares	3,870%	3,650%	3,840%	1,470%	1,310%	nd	3,940%	4,040%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,53%
Prêts à taux fixe	6,29%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,32%
Prêts à taux variable	5,72%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,75%
Prêts relais	6,25%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,33%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,73%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,63%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,45%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,85%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,33%

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Devise	1 USD/XPF	1 NZD/XPF	1 HKD/XPF	1 GBP/XPF	1 JPY/XPF
100 JPY/XPF	94,7604	80,9523	63,2657	89,2133	46,2132